

*Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 7 décembre 2023;
Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,*

Décrète :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} du décret du 30 avril 2012 susvisé est ainsi modifié :

1° Les mots : « au I de l'article 6 quater de la loi du 13 juillet 1983 susvisée » sont remplacés par les mots : « aux 1° à 5° de l'article L. 132-5 du code général de la fonction publique » ;

2° Les mots : « au même I » sont remplacés par les mots : « au même article » ;

3° Les mots : « , pour chacune des trois fonctions publiques, » sont supprimés.

Article 2

L'article 2 du décret du 30 avril 2012 susvisé est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « pour l'application de l'article 6 quater de la loi du 13 juillet 1983 susvisée » sont remplacés par les mots : « pour apprécier le respect de l'obligation prévue à l'article L. 132-5 du code général de la fonction publique » ;

2° Le deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Lorsqu'un service relève de plusieurs départements ministériels, les nominations entrant dans le champ de l'obligation prévue à l'article L. 132-5 ainsi que, le cas échéant, la contribution à verser en application de l'article L. 132-8 sont réparties entre les différents départements ministériels concernés. » ;

3° Le troisième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Lorsqu'un établissement public relève de la tutelle de plusieurs ministres, le département ministériel tenu à l'obligation prévue à l'article L. 132-5 et, le cas échéant, redevable de la contribution à verser en application de l'article L. 132-8 est celui dont relève le domaine d'attributions mentionné en annexe. »

Article 3

Au début de la section 1 du chapitre VI du titre IV du livre Ier de la sixième partie du code de la santé publique, il est inséré un article D. 6146-1-A ainsi rédigé :

« *Art. D. 6146-1-A.* – Pour l'application des dispositions du 6° de l'article L. 132-5 du code général de la fonction publique, le nombre de chefs de pôle d'activité clinique ou médico-technique mentionnés au quatrième alinéa de l'article L. 6146-1 du présent code et de chefs de service mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 6146-1-1 du même code est de huit par établissement. »

Article 4

La première phrase de l'article 3 du décret du 30 avril 2012 est remplacée par une phrase ainsi rédigée :

« En cas de non-respect de l'obligation prévue à l'article L. 132-5, le montant de la contribution due en application du deuxième alinéa de l'article L. 132-8 pour chaque personne manquante est de 90 000 euros. ».

Article 5

L'article 4 du décret du 30 avril 2012 susvisé est ainsi modifié :

I.- Le I. est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi modifié :

a) Avant les mots : « Les secrétaires généraux » sont insérés les mots : « Pour l'application de l'article L. 132-6 du code général de la fonction publique, » ;

b) Les mots : « 116 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée » sont remplacés les mots: « L. 453-1 du même code, les établissements publics mentionnés à l'article L. 5 du même code lorsqu'ils disposent d'un nombre de fonctions supérieures prévues à l'article D. 6146-1-A du code de la santé publique »

2° Aux 1° et 2°, les références : « au dernier alinéa du I de l'article 6 quater de la loi du 13 juillet 1983 susvisée » sont remplacées par les références : « au troisième alinéa de l'article L. 132-7 du code général de la fonction publique ».

3° Au 3°, les mots : « A compter de la déclaration établie au titre de l'année 2015, » sont supprimés.

4° Au 4°, les mots : « au 1°, au 2° et, à compter de la déclaration établie au titre de l'année 2015, au » sont remplacés par le mot : « à ».

II.- Au deuxième alinéa du II, les mots : « et, à compter de la déclaration établie au titre de l'année 2015 » sont supprimés.

Article 6

Après l'article 4 du décret du 30 avril 2012 susvisé sont insérés quatre articles ainsi rédigés :

« *Art. 4-1.* – Le montant forfaitaire de la contribution prévue à l'article L. 132-6-2 du code général de la fonction publique est de 45 000 euros. Pour les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 40 000 et de moins de 80 000 habitants, le montant unitaire de la contribution financière est fixé à 25 000 euros. Cette contribution est due en l'absence de publication avant le 30 juin de l'année suivant celle au titre de laquelle les emplois ont été pourvus.

« II.- Le montant forfaitaire de la contribution prévue au dernier alinéa du IV de l'article 2 de la loi du 19 juillet 2023 mentionnée précédemment est de 45 000 euros.

« *Art. 4-23.* – Le montant forfaitaire de la contribution prévue à l'article L. 132-9-2 du code général de la fonction publique est égal à celui prévu à l'article 4-1 du présent décret. Cette contribution est due en l'absence de publication avant le 30 juin de l'année suivante.

« *Art. 4-34.* – Le niveau de la pénalité prévue à l'article L. 132-9-1 du code général de la fonction publique est fixé selon des modalités définies par arrêté du ministre chargé de la fonction publique.

Article 7

Les articles 5 et 6 du décret du 30 avril 2012 susvisé sont abrogés.

Article 8

L'annexe au décret du 30 avril 2012 susvisé est ainsi modifiée :

I.- Le tableau figurant sous la rubrique « I.- Emplois et types d'emploi de la fonction publique de l'Etat » est ainsi modifié :

1° La première ligne est ainsi modifiée :

a) Les mots : « chefs du service des corps d'inspection et de contrôle » sont remplacés par les mots : « chefs des services d'inspection générale et de contrôle » ;

b) Les mots : « emplois de vice-président, de président de section et de secrétaire général du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux, emplois de chef du service, de président de l'autorité environnementale, de président de section et de président de la commission permanente des ressources naturelles de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable » sont supprimés.

2° La deuxième ligne est complétée par les mots : « consuls généraux, adjoints au chef de mission diplomatique au sens de l'article 66-1 du décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 relatif aux emplois de direction de l'Etat » ;

3° A la sixième ligne, les mots :

« Chefs de mission de contrôle général économique et financier » sont remplacés par les mots : « emplois d'inspection générale ou de contrôle dans les services mentionnés à l'article 1^{er} du décret n° 2022-335 du 9 mars 2022 relatif aux services d'inspection générale ou de contrôle et aux emplois au sein de ces services » ;

4° L'avant dernière ligne est remplacée par la ligne suivante :

«

9	Emplois régis par le décret n° 2016-1413 du 20 octobre 2016 relatif aux emplois fonctionnels des services déconcentrés de l'éducation nationale
---	---

» ;

5° La dernière ligne est remplacée par la ligne suivante :

«

10	Emplois régis par le décret n° 2022-644 du 25 avril 2022 relatif aux emplois de direction de la direction générale des finances publiques et modifiant le statut particulier des administrateurs des finances publiques
----	---

» ;

6° Il est complété par la ligne suivante :

«

11	Emplois de directeur fonctionnel des services pénitentiaires relevant du décret n° 2017-99 du 27 janvier 2017 relatif au statut d'emploi de directeur fonctionnel des services pénitentiaires
----	---

».

II – Dans les tableaux II -1, II-2 et II-4 figurant sous la rubrique « II – Emplois et types d'emplois de la fonction publique territoriale », les mots « article 6-1 de la loi du 26 janvier 1984 » sont remplacés par les mots : « article L. 412-5 du code général de la fonction publique ».

III.- Le tableau figurant sous la rubrique « - Emplois et types d'emploi de la fonction publique hospitalière » est remplacé par le tableau :

Types d'emploi	Emplois
----------------	---------

1	Emplois de directeur de centre hospitalier universitaire et de directeur de centre hospitalier régional
2	Emplois fonctionnels de directeur d'hôpital Emplois fonctionnels de directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social Autres emplois de chef d'établissement (directeur d'hôpital et directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social)
3	Fonctions mentionnées au quatrième alinéa de l'article L. 6146-1 du code de la santé publique et au deuxième alinéa de l'article L. 6146-1-1 du même code, lorsque l'établissement dispose d'un nombre de ces fonctions au moins égal à un nombre défini à l'article D. 6146-1-A du même code.

IV.- Le tableau figurant sous la rubrique : « IV.- Emplois de dirigeants d'établissement public de l'Etat est remplacé par le tableau suivant :

ETABLISSEMENT PUBLIC	EMPLOIS	DOMAINE D'ATTRIBUTION
Académie de France à Rome (AFR)	Directeur	CULTURE
AEFE - Agence pour l'enseignement français à l'étranger (EPA)	Directeur général	affaires étrangères
Agence centrale des organismes de sécurité sociale	Directeur général	Sécurité sociale
Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC)	Directeur général	justice
Agence de la biomédecine	Directeur général	Santé
Agence de l'eau Adour-Garonne	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Agence de l'eau Artois-Picardie	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Agence de l'eau Loire-Bretagne	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Agence de l'eau Rhin-Meuse	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Agence de l'eau Seine-Normandie	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	Président du conseil d'administration	transition écologique et cohésion des territoires
Agence de services et de paiement	Président directeur général	Agriculture
Agence du numérique de la sécurité civile	Directeur	Intérieur et outre-mer
Agence Française de développement (AFD)	Directeur général	Affaires étrangères
Agence nationale de contrôle du logement social	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires

Agence nationale de la cohésion des territoires	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Agence Nationale de la Recherche	Président du conseil d'administration	Enseignement supérieur et recherche
Agence nationale de l'habitat	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Agence nationale de rénovation urbaine	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	Directeur général	Santé
Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	Directeur général	Agriculture
Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	Directeur général	Santé
Agence nationale de traitement automatisé des infractions	Directeur	Intérieur et outre-mer
AGENCE NATIONALE DES CHEQUES VACANCES (ANCV)	Directeur général	Economie - Finances
AGENCE NATIONALE DES FREQUENCES (ANFR)	Président du conseil d'administration	Economie - Finances
Agence nationale des titres sécurisés	Directeur	Intérieur et outre-mer
Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes	Directeur	Emploi
Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail	Directeur général	Travail
Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ)	Directeur général	justice
Agence technique de l'information sur l'hospitalisation	Directeur général	Santé
Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi	Directeur général	Emploi
Bibliothèque nationale de France (BNF)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Bibliothèque publique d'information (BPI)	Directeur	CULTURE
BPI France	Président directeur général	Economie - Finances
Bureau de recherches géologiques et minières	Président du conseil d'administration	Enseignement supérieur et recherche
Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines	Directeur général	Sécurité sociale
Caisse d'amortissement de la dette sociale	Président du conseil d'administration	Economie - Finances

Caisse de garantie du logement locatif social	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés	Directeur général	Travail
Caisse nationale de l'assurance vieillesse	Directeur général	Sécurité sociale
Caisse nationale de la solidarité pour l'autonomie	Directeur général	Sécurité sociale
Caisse nationale des allocations familiales	Directeur général	Famille
Caisse nationale militaire de sécurité sociale - CNMSS	Directeur	Armées
Campus France (EPIC)	Directeur général	affaires étrangères
Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)	Président du conseil d'administration	Enseignement supérieur et recherche
Centre des monuments nationaux (CMN)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Centre d'études de l'emploi et du travail	Directeur général	Travail
Centre d'études et de recherches et de qualifications	Directeur général	Education
Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (CNAC-GP)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Centre National de Gestion	Directeur général	Santé
Centre national de la danse (CND)	Directeur général	CULTURE
Centre national de la musique (CNM)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Centre national de recherche scientifique	Président du conseil d'administration	Enseignement supérieur et recherche
Centre national d'enseignement à distance	Directeur général	Education
Centre national des arts plastiques (CNAP)	Directeur	CULTURE
Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS)	Président du conseil d'administration	Enseignement supérieur et recherche
Centre national d'études spatiales	Président du conseil d'administration	Enseignement supérieur et recherche
Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Centre national du livre (CNL)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Centre scientifique et technique du bâtiment	Président du conseil d'administration	transition écologique et cohésion des territoires
Centres de ressources d'expertise et de performance sportive	Directeurs	Sport

Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires	Directeurs généraux	Enseignement supérieur et recherche
Chaillot - Théâtre national de la danse	Directeur	CULTURE
Cité de la musique – Philharmonie de Paris	Directeur général	CULTURE
Cité de l'architecture et du patrimoine (CAPA)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Comédie-Française	Administrateur général	CULTURE
Commissariat à l'énergie atomique	Administrateur général	Transition énergétique
Conseil national des activités privées de sécurité	Directeur	Intérieur et outre-mer
Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	Directeur	transition écologique et cohésion des territoires
Conservatoire national supérieur d'art dramatique (CNSAD)	Directeur	CULTURE
Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon (CNSMD)	Directeur	CULTURE
Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris (CNSMD)	Directeur	CULTURE
Domaine national de Chambord	Directeur général	CULTURE
Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers	Directeur	Intérieur et outre-mer
École des hautes études en santé publique	Directeur général	Santé
École du Louvre	Directeur	CULTURE
Ecole nationale de la magistrature	Directeur général	Justice
Ecole nationale de l'administration pénitentiaire	Directeur	justice
Ecole nationale de voile et des sports nautiques	Directeur	Sport
Ecole nationale des sports de montagne	Directeur	Sport
Ecole nationale supérieure de sécurité sociale	Directeur général	Sécurité sociale
Ecole nationale supérieure d'architecture de Bretagne	Directeur	CULTURE
Ecole nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand	Directeur	CULTURE
Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble	Directeur	CULTURE
Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon	Directeur	CULTURE
Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille	Directeur	CULTURE
Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier	Directeur	CULTURE
Ecole nationale supérieure d'architecture de Nancy	Directeur	CULTURE
Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes	Directeur	CULTURE

Ecole nationale supérieure d'architecture de Normandie	Directeur	CULTURE
Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville	Directeur	CULTURE
Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Est	Directeur	CULTURE
Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette	Directeur	CULTURE
Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais	Directeur	CULTURE
Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Val-de-Seine	Directeur	CULTURE
Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Versailles	Directeur	CULTURE
Ecole nationale supérieure d'architecture de Saint-Etienne	Directeur	CULTURE
Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg	Directeur	CULTURE
Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse	Directeur	CULTURE
Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux	Directeur	CULTURE
Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille	Directeur	CULTURE
École nationale supérieure d'art de Bourges	Directeur	CULTURE
École nationale supérieure d'art de Cergy	Directeur	CULTURE
École nationale supérieure d'art de Dijon	Directeur	CULTURE
École nationale supérieure d'art de Limoges-Aubusson	Directeur	CULTURE
École nationale supérieure d'art et de design de Nancy	Directeur	CULTURE
École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI)	Directeur	CULTURE
École nationale supérieure de la photographie d'Arles	Directeur	CULTURE
Ecole nationale supérieure de la police	Directeur	Intérieur et outre-mer
École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD)	Directeur	CULTURE
École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA)	Directeur	CULTURE

École nationale supérieure des métiers de l'image et du son (La Femis)	Directeur	CULTURE
ECPAD - Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense	Directeur général	Armées
EDA - Economat des armées	Directeur général	Armées
Établissement de retraite additionnelle de la fonction publique (ERAFP)	Directeur	Economie - Finances
Etablissement français du sang	Président du conseil d'administration	Santé
Etablissement national des invalides de la marine	Directeur général	mer
Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer	Directeur général	Agriculture
Etablissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris	Président du conseil d'administration	CULTURE
Etablissement public d'aménagement Alzette Belval	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public d'aménagement Bordeaux-Euratlantique	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public d'aménagement Mantois-Seine aval	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public d'aménagement Nice Ecovallée	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public d'aménagement Orly-Rungis-Seine amont	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public d'aménagement Paris-Saclay	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public d'aménagement Saint-Etienne	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public d'aménagement ville nouvelle de Marne-la-Vallée	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public de la réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs Elysées (RMN-GP)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Etablissement public de la Cité de la céramique - Sèvres et Limoges	Directeur général	CULTURE
Etablissement public de sécurité ferroviaire	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires

Etablissement Public d'Exploitation du Livre Foncier Informatisé (EPELFI)	Directeur général	justice
Etablissement public du château de Fontainebleau	Président du conseil d'administration	CULTURE
Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles (EPV)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Etablissement public du Mont-Saint-Michel (MSM)	Directeur général exerçant également les fonctions d'administrateur de l'abbaye du Mont-Saint-Michel	CULTURE
Etablissement public du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Etablissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie-Valéry Giscard d'Estaing (EPMOO-VGE)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Etablissement public du musée du Louvre (EPML)	Président-directeur	CULTURE
Etablissement public du musée du Quai Branly-Jacques Chirac (EPMQB)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Etablissement public du musée national des arts asiatiques Guimet (MNAAG)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Etablissement public du musée national Jean-Jacques Henner et du musée national Gustave Moreau	Directeur	CULTURE
Etablissement public du musée national Picasso-Paris (MNPP)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Etablissement public du palais de la Découverte et de la Cité des Sciences et de l'Industrie (Universcience)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Etablissement public du palais de la porte Dorée (EPPPD)	Directeur général	CULTURE
Etablissement public du parc et de la grande halle de La Villette (EPPGHV)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Etablissement public foncier Bretagne	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public foncier de Grand-Est	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires

Etablissement public foncier de Hauts-de-France	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public foncier et d'aménagement Guyane	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public foncier et d'aménagement Mayotte	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public foncier Île de France	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public foncier Normandie	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public foncier Nouvelle-Aquitaine	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public foncier Occitanie	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public foncier Ouest Rhône-Alpes	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public foncier Vendée	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Etablissement public pour l'insertion dans la défense	Directeur général	Emploi
Fonds de réserve des retraites (L. 135-6 CSS)	Président conseil surveillance	Economie - Finances
Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante	Directeur général	Santé
Fonds National des Aides à la Pierre	Président du conseil d'administration	Economie - Finances
Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la Fonction publique (FIPHFP)	Directeur	Fonction publique
France compétences	Directeur général	Emploi
France Education International	Directeur général	Education
Grand Paris Aménagement	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
IGESA - Institut de gestion sociale des armées	Directeur général	Armées
INI - Institution nationale des Invalides	Directeur général	Armées
Institut de Recherche pour le Développement	Président du conseil d'administration	Enseignement supérieur et recherche
Institut Français (EPIC)	Président exécutif	affaires étrangères
Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER)	Président du conseil d'administration	Enseignement supérieur et recherche
Institut français du cheval et de l'équitation	Directeur général	Agriculture
Institut Français du Pétrole Energies nouvelles	Président du conseil d'administration	Transition énergétique

Institut national de formation des personnels du Ministère de l'Agriculture	Directeur	Agriculture
Institut national de l'origine et de la qualité	Directeur	Agriculture
INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION (INC)	Directeur général	Economie - Finances
INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE (INPI)	Directeur général	Economie - Finances
Institut national de la santé et de la recherche médicale	Président du conseil d'administration	Enseignement supérieur et recherche
Institut national de l'audiovisuel (INA)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Institut national de l'environnement industriel et des risques	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Institut national de l'information géographique et forestière	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (INRIA)	Président du conseil d'administration	Enseignement supérieur et recherche
Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement	Président du conseil d'administration	Enseignement supérieur et recherche
Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Institut national d'études démographiques	Directeur	Enseignement supérieur et recherche
Institut national du cancer	Directeur général	Santé
Institut national du patrimoine (INP)	Directeur	CULTURE
Institut national du service public	Directeur général	Premier ministre
Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	Directeur général	Travail
Institut régional d'administration (IRA) de Bastia	Directeur	Fonction publique
Institut régional d'administration (IRA) de Lille	Directeur	Fonction publique
Institut régional d'administration (IRA) de Lyon	Directeur	Fonction publique
Institut régional d'administration (IRA) de Metz	Directeur	Fonction publique
Institut régional d'administration (IRA) de Nantes	Directeur	Fonction publique
LA MASSE DES DOUANES	Directeur	Economie - Finances
LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS (LNE)	Directeur général	Economie - Finances
Météo France	Président du conseil d'administration	transition écologique et cohésion des territoires

Mobilier national – Manufactures nationales des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Ateliers-conservatoires d’Alençon et du Puy-en-Velay (MN)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Musée de la Marine	Directeur général	Armées
Musée de l'Air et de l'espace	Directeur général	Armées
Musée de l'Armée	Directeur général	Armées
Musée national du sport	Directeur général	Sport
Musée Rodin	Directeur	CULTURE
Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer	Directeur	Agriculture
Office français de la biodiversité	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Office français de l'immigration et de l'intégration	Directeur général	Intérieur et outre-mer
Office français de protection des réfugiés et aptrides	Directeur général	Intérieur et outre-mer
Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVVG)	Directeur général	Armées
Office national des forêts	Directeur général	Agriculture
Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affectations iatrogènes et des infections nosocomiales	Directeur général	Santé
Office national d'information sur les enseignements et les professions (Onisep)	Directeur général	Education
Opéra national de Paris (ONP)	Directeur général	CULTURE
Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC)	Président du conseil d'administration	CULTURE
Pôle emploi (France travail à compter du 01/01/24)	Directeur général	Emploi
Régie autonome des transports parisiens	Président directeur général	transition écologique et cohésion des territoires
Réseau Canopé	Directeur général	Education
Santé publique France	Directeur général	Santé
Service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM)	Directeur général	Armées
Société du Grand Paris	Président du directoire	transition écologique et cohésion des territoires
Théâtre national de la Colline (TNC)	Directeur	CULTURE
Théâtre national de l'Odéon (TNO)	Directeur	CULTURE

Théâtre national de l'Opéra-Comique (TNOC)	Directeur	CULTURE
Théâtre national de Strasbourg (TNS)	Directeur	CULTURE
Villa Arson	Directeur	CULTURE
Voies navigables de France	Directeur général	transition écologique et cohésion des territoires

Article 9

Les dispositions modifiées par le 4° de l'article 1er, l'article 3 et le troisième alinéa de l'article 6 du présent décret peuvent être modifiées par décret.

Article 10

I.- Pour la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 132-9-1 du code général de la fonction publique, il est tenu compte de la proportion de personnes de même sexe parmi les personnes occupant les emplois d'inspection générale ou de contrôle relevant du chapitre IV du titre Ier du décret du 9 mars 2022 relatif aux services d'inspection générale ou de contrôle et aux emplois au sein de ces services susvisé, nommés pour la première fois à compter du 1^{er} janvier 2024.

II.- Les autres dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2024, à l'exception de celles de l'article 1^{er} en tant qu'il porte application du IV de l'article 2 de la loi du 19 juillet 2023 visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique et de l'article 4-2 dans sa rédaction issue du présent décret, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026 et de celles de l'article 4-3 dans sa rédaction issue du présent décret, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2027.

Article 11

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le ministre de la transformation et de la fonction publiques et le ministre de la santé et de la prévention sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le .

Par la Première ministre :

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Gérald DARMANIN

Le ministre de la transformation et de la
fonction publiques,

Stanislas GUERINI

Le ministre de la santé et de la prévention,

Aurélien ROUSSEAU